

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 618

8 mars 2012

SOMMAIRE

Cap Consultants International S.à r.l.	29623	Leria S.à r.l.	29643
E.C.T. s.à r.l. (Entreprise de Constructions Tubulaires)	29662	Lloyds TSB CHF Trading S.à r.l.	29649
F&C Fund	29624	LSF5 Roundup Holdings S.à r.l.	29639
Fiduciaire du Grand-Duché de Luxembourg	29624	Lucretia	29643
Fiduciaire Fisogest Sàrl	29637	Lucretia International	29648
Fidunord	29637	Lynebat Luxembourg S.A.	29650
Financiere Danube Sàrl	29663	Lyxor Asset Management Luxembourg S.A.	29648
FinnAust Mining S.à r.l.	29624	Manchette S.A.	29643
FinnAust Mining S.à r.l.	29624	MCP Private Capital Fund I GP S.à r.l. ...	29651
Jean-Pierre Winandy Sàrl	29637	MOORE STEPHENS Audit S.à.r.l.	29650
Kaba Finance Luxembourg S.A.	29649	Oriflame Cosmetics S.A.	29618
Key Energy Services Luxembourg II S. à r.l.	29649	PB Investments S.A.	29661
KPI Residential Property 7 S.à r.l.	29637	Peaksid European Holdco S.à r.l.	29651
KPI Residential Property 9 S.à r.l.	29639	Peaksid Polonia S.à r.l.	29660
KPI Residential Property 9 S.à r.l.	29639	Presco Investments S.à r.l.	29660
KPI Residential Property 9 S.à r.l.	29639	Sandsak Muay Thai	29660
KPI Residential Property 9 S.à r.l.	29642	Sandsak Muaythaiplaza2004 Boxing Club	29660
La Cave d'Anne-Charlotte S.A.	29648	Solfia	29618
Landgame S.à r.l.	29642	Stratus Invest S.C.A.	29661
Lari Invest S.A.	29664	Stuff an der Millen S. à r.l.	29662
Lava Participations S.A.	29618	SWB-Energie S.à r.l.	29664
Leo THIEX et Cie S.à r.l.	29642	Trebeurden S.A.	29622
		Triton Masterluxco 3 S.à r.l.	29623

Solfia, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 7A, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 161.222.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 janvier 2012.
Référence de publication: 2012013667/10.
(120016408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2012.

Oriflame Cosmetics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 8.835.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 janvier 2012.
Référence de publication: 2012013598/10.
(120016192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2012.

Lava Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.
R.C.S. Luxembourg B 166.359.

STATUTS

L'an deux mille onze.

Le vingt décembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société anonyme Silver Rocket S.A., ayant son siège social à L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid, R.C.S. Luxembourg numéro B 162883,

ici représentée par son administrateur unique Monsieur Patrick WILWERT, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

Laquelle comparante, par son représentant susnommé, requiert le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société anonyme à constituer comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de LAVA PARTICIPATIONS S.A. (ci-après la "Société").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un porte-feuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières susceptibles de favoriser l'accomplissement des activités décrites ci-dessus.

Art. 4. Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Titre II. - Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000, EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,-EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts. La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Titre III. - Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'associé unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le premier mardi du mois de mai à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Titre IV. - Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à

une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le viceprésident, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

Titre V. - Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

Titre VI. - Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

Titre VII. - Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Titre VIII. - Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

Titre IX. - Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2012.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2013.
- 3) Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration et le premier administrateur-délégué peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires, désignant le premier conseil d'administration.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, toutes les actions ont été souscrites par l'actionnaire unique la société anonyme Silver Rocket S.A., préqualifiée, et libérées entièrement par le prédit souscripteur moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille cinquante euros.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

Le prédit comparant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

- 1.- Le siège social est établi à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.
- 2.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
- 3.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Romain KETTEL, comptable, né à Luxembourg, le 29 juillet 1958, demeurant professionnellement à L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er} ;

- Monsieur Norbert MEISCH, expert-comptable, né à Luxembourg, le 22 août 1950, demeurant professionnellement à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch;

- Monsieur Patrick WILWERT, expert-comptable, né à Luxembourg, le 30 juillet 1977, demeurant professionnellement à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

4.- Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

La société anonyme COMMISSAIRE AUX COMPTES S.A., avec siège social à L-4276 Esch-sur-Alzette, 44, rue Pasteur, R.C.S. Luxembourg numéro B 131410.

5.- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

6.- Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'assemblée nomme Monsieur Patrick WILWERT, préqualifié, comme président du conseil d'administration et administrateur-délégué de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Patrick WILWERT, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 30 décembre 2011. Relation GRE/2011/4856. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Ronny PETER.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 23 janvier 2012.

Référence de publication: 2012011784/219.

(120013671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Treburden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 148.251.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2012 que:

- L'assemblée accepte la démission de Madame Laurence BARDELLI de sa fonction d'administrateur.
- L'assemblée accepte la démission de Monsieur Pedro GONVICALVES de sa fonction d'administrateur.
- L'assemblée accepte la démission de Monsieur Andrea DE MARIA de sa fonction d'administrateur.
- L'assemblée accepte la démission de SER.COM S.à.r.l. de sa fonction de Commissaire.

- L'assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur et Président Monsieur Luc BRAUN, diplôme en sciences économiques, né le 24 septembre 1958 à Luxembourg demeurant professionnellement à 16, Allée Marconi L-2120 Luxembourg, l'assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur et d'administrateur-délégué, Monsieur Jean-Marie POOS, licencié en sciences économique, né le 16 octobre 1966 à Uccle (Belgique) et demeurant professionnellement à 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, l'assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur la société anonyme FIDESCO S.A. (B.68578), établie et ayant son siège social à 16, Allé Marconi L-2120 Luxembourg.

Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Mme Evelyne GUILLAUME, diplômée ès sciences économiques, née à Luxembourg, le 7 octobre 1963, demeurant professionnellement à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, sera la représentante permanente de FIDESCO S.A. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

- L'assemblée décide de nommer à la fonction de commissaire aux comptes la société à responsabilité limitée "EU-RAUDIT S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2120 Luxembourg, 16, Allée Marconi, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B; sous le numéro 42889.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

- L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de son siège actuel au 16 Allée Marconi L-2120 Luxembourg.

Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Référence de publication: 2012015061/30.

(120017932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Triton Masterluxco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 143.926.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Rambrouch, le 8 décembre 2011.

Référence de publication: 2012015065/10.

(120017366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Cap Consultants International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, 3, rue de Turi.
R.C.S. Luxembourg B 103.153.

L'an deux mille douze, le treize janvier.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Arnaud ZANDONA, employé privé, né à Metz (France), le 10 juillet 1980, demeurant à F-57000 Metz, 7, rue des Capucins,

détenteur de quatre-vingt-dix (90) parts sociales.

2.- La société de droit français «SOFIDEXCO S. à r.l.», ayant son siège social à F-55104 Verdun, 66, avenue Miribel, inscrite au registre de commerce de Verdun (France) sous le numéro 378818983,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Arnaud ZANDONA, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 4 janvier 2012,

détentrice de quatre-vingt-dix-huit (98) parts sociales.

3.- Monsieur Didier HENRY, gérant de société, né à Verdun (France), le 26 mai 1952, demeurant à F-55430 Belleville sur Meuse, 3, rue Georges Jannin,

ici représenté aux fins des présentes par Monsieur Arnaud ZANDONA, préqualifié,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 4 janvier 2012,

détenteur de douze (12) parts sociales.

Les deux prédites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, demeureront annexées aux présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée limitée "CAP CONSULTANTS INTERNATIONAL S.à r.l." (numéro d'identité: 2004 24 19 193), avec siège social à L-1338 Luxembourg, 72, rue du Cimetière, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 103.153, constituée suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, alors de résidence à Mersch, en date du 20 septembre 2004, publié au Mémorial C, numéro 1214 du 26 novembre 2004 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 18 avril 2007, publié au Mémorial C, numéro 1333 du 3 juillet 2007,

requièrent le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution

Les associés décident de transférer le siège social de L-1338 Luxembourg, 72, rue du Cimetière à L-3378 Livange, 3, rue de Turi et en conséquence de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. al. 1^{er}.** Le siège social est établi à Livange. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont estimés à environ neuf cent cinquante euros (€ 950.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: ZANDONA, A.WEBER.

Enregistré à Capellen, le 17 janvier 2012. Relation: CAP/2012/179. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 27 janvier 2012.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2012015126/48.

(120017462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

FLUX, Fiduciaire du Grand-Duché de Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 142.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012015339/9.

(120018886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

FinnAust Mining S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.400,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 153.801.

Les comptes annuels de la Société au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012015344/10.

(120018151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

FinnAust Mining S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.400,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 153.801.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 30 décembre 2011

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 décembre 2011 que les mandats des gérants suivants ont été renouvelés pour une période se terminant lors de l'assemblée générale de la Société devant approuver les comptes annuels au 30 juin 2012:

- Mr. François BROUXEL, gérant de catégorie A;
- Mr. Michel BULACH, gérant de catégorie A;
- Mr. Sami SIISKONEN, gérant de catégorie B;
- Mr. Graham MARSHALL, gérant de catégorie B;
- Mr. Julian HANNA, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Référence de publication: 2012015345/19.

(120018152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

F&C Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 82.782.

In the year two thousand and eleven, on the sixteenth day of December,

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of F&C FUND (the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office at 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg), on 11 July 2001, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 648 of 17 August 2001.

The articles of incorporation of the Company were amended for the last time by a deed of Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, on 3 December 2008 published in the Mémorial number 142 of 22 January 2009.

The Meeting was opened with Ms Rebecca Munn-René, employee, residing professionally in Luxembourg, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mr Mike Wickler, employee, residing professionally in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Patrick Reuter, maître en droit, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting (the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in order to:

(i) include the provisions set-out in the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 2009/65/EC (also known as UCITS IV Directive) into Luxembourg law (the "Law") and specifically, to include provisions enabling the Company to set-up master-feeder sub-funds within the Company, to replace the references to the Law throughout the Articles, to allow the convening of the annual general meeting of shareholders at another date, time and place as set-out in the Articles, to reflect the possibility of fixing a record date by reference to which attendance rights, quorum and majority requirements for shareholders' meetings may be determined, to allow cross sub-fund investments within the Company, and to update the provisions relating to the mergers of sub-funds or of the Company;

(ii) amend the corporate object of the Company in order to refer to the Law so as to read as follows:

“ **Art. 3.** The object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, liquid financial assets and other assets permitted to an undertaking for collective investment under Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio. The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its object to the full extent permitted by the Law.”

(iii) include any OECD member state, Brazil, Singapore, Russia, Indonesia and South Africa to the list of countries acceptable to the Commission de Surveillance du Secteur Financier which issue or guarantee transferable securities and money market instruments in which the Company may invest up to 100 % of the total net assets of each sub-fund;

(iv) amend the list of situations where the net asset value of shares may be suspended;

(v) make general updates to the Articles; and

(vi) delete the French translation of the Articles in accordance with Article 26 (2) of the Law.

II.- The shareholders present or represented, the number of shares held by each of them and the proxies of the represented shareholders are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the Bureau and the undersigned notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III.- The shares being all in registered form, the Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the registered shareholders on 1 December 2011 and published in the Luxemburger Wort on 1 December 2011.

IV.- It appears from the attendance list that, out of 471,848 shares in issue, 362,154 shares are present or represented at the Meeting, representing more than half of the Company's capital.

V.- As a result of the foregoing, the Meeting was regularly constituted and could validly deliberate and vote on the sole item of the agenda.

VI.- The Meeting took the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles so as to read as follows:

“ **Art. 1.** There exists among the current owners of shares and all those who may become owners of shares hereafter issued a limited liability company - société anonyme - in the form of a "société d'investissement à capital variable" under the name of "F&C Fund" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. The object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, liquid financial assets and other assets permitted to an undertaking for collective investment under Part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its object to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors (the "Board"). If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

If the Board determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent, which could interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. The Company's capital shall be at any time equal to its total net assets (the "Net Asset Value") as defined in Article 22 hereof and shall be represented by shares of no par value (the "Shares").

The minimum share capital of the Company shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The Board is authorised without limitation to issue at any time further fully paid Shares at a price based on the respective Net Asset Value per Share (the "Net Asset Value per Share") determined in accordance with Article 22 hereof without reserving to the existing shareholders of the Company a preferential right of subscription to the additional Shares to be issued. The Board may delegate to any director or duly authorised officer of the Company or to any duly authorised person the power and duty to accept subscriptions and to receive payment in cash or, subject to the conditions of the law, contribution in kind of securities and other assets in accordance with Article 23 hereof for such new Shares and to issue and deliver them.

Shares may, as the Board shall determine, be of different classes corresponding to segregated compartments in accordance with the provisions of the Law and the proceeds of the issue of each class of Shares shall be invested pursuant to Article 3 hereof in transferable securities, liquid financial assets or other assets permitted corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of Shares.

The Board may further decide to create within each class of Shares two or more sub-classes whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the class concerned but where a specific sales and redemption charge structure, fee structure, hedging policy or other features is applied to each sub-class as determined by the Board from time to time and disclosed in the sales documents. In these Articles, any reference to "class" shall also mean a reference to "sub-class" unless the context otherwise requires.

The different classes of Shares may be denominated in currencies to be fixed by the Board, provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in Euro, be translated into Euro and the capital of the Company shall be the aggregate net assets of all the classes.

Art. 6. The Company will issue Shares of each class in registered form only. No share certificates will be issued. Shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead in such form as the Board may from time to time determine.

Payments of dividends will be made to shareholders, at their address in the register of shareholders (the "Register").

All issued Shares shall be registered in the Register which shall be kept by the Company or by one or more persons designated for such purpose by the Company. The Register shall contain the name of each holder of Shares, his residence or elected domicile and the number of Shares held by him. Every transfer and devolution of Shares shall be entered in the Register.

Transfer of Shares shall be effected by a written declaration of transfer inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and by the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefor.

The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the Register, as full owner of the Shares. The Company shall be free of all responsibility or liability to third parties in dealing with such Shares and shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such Shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which it might properly have to request a change in the registration of his Shares.

Each shareholder must provide the Company with an address. All notices and announcements from the Company to shareholders may be sent to such address which will also be entered in the Register.

In the event that such shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and his address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If the payment made by a subscriber results in the entitlement to a fraction of a Share, the subscriber shall not be entitled to vote but shall, to the extent determined by the Company in relation to the calculation of fractions, be entitled to dividends or other distributions on a pro rata basis.

Art. 7. The Company may restrict or prevent the ownership of Shares by any person, firm or corporate body, including, but without limitation, any "U.S. Person" as defined in Article 8 hereof or by any person who holds or owns Shares in breach of any law or regulation or otherwise in circumstances having, or which may have, adverse regulatory tax or fiscal consequences for the Company or the shareholders or otherwise be detrimental to the interests of the Company (a "Prohibited Person") and for such purpose the Company may:

a) decline to issue any Shares or to register any transfer of Shares where it appears to it that such issue or registry would or might result in beneficial ownership of such Shares by a U.S. Person or a Prohibited Person; and

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the Register to furnish it with any information which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a U.S. Person or a Prohibited Person;

c) where it appears to the Company that any U.S. Person or any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares, compulsorily purchase from such shareholder all Shares held by it in the following manner:

(i) the Company shall serve a notice (hereafter called "the Purchase Notice") upon the shareholder appearing in the Register as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares and the place where the purchase price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to the shareholder at his address appearing in the Register of the Company. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder will cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register, provided, however, that the relevant Shares shall remain in existence.

(ii) the price at which the Shares specified in any Purchase Notice shall be purchased (herein called "the Purchase Price") shall be an amount equal to the Net Asset Value per Share, determined in accordance with Article 22 hereof.

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Shares in the currency of the relevant class, except during periods of currency exchange restrictions with respect thereto, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in the Purchase Notice shall have any further interest in such Shares, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the person appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank.

(iv) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided that in each case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any U.S. Person or any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company.

If a person becomes aware that he is holding or owning Shares in contravention of this Article, he shall notify the Company in writing forthwith.

Art. 8. Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" shall mean a citizen or resident of the United States of America, a partnership organised or existing in laws of any state, territory or possession of the United States of America, or a corporation organised under the laws of the United States of America or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which derives from sources outside the United States of America which is not to be included in gross income for purposes of computing United States income tax payable by it.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of its shareholders. Its resolutions shall be binding upon all shareholders.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg- City as may be specified in the notice of meeting, on the first Wednesday in the month of December at 2.00 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other meetings of shareholders may be held at such time and place as may be specified in the respective notices of meeting.

Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to that class.

The quorum and notice periods provided by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telecopier or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Any such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting with the same agenda.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions which must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If and to the extent permitted by the Board for a specific meeting of shareholders, each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice.

The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least (i) the name, address or registered office of the relevant shareholder, (ii) the total number of Shares held by the relevant shareholder and, if applicable, the number of Shares of each class or sub-class held by the relevant shareholder, (iii) the place, date and time of the general meeting, (iv) the agenda of the general meeting, (v) the proposal submitted for decision of the general meeting, as well as (vi) for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention shall be void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders to which they relate.

The Board may decide to liquidate a class of Shares if a change in the economical or political situation relating to the class of Shares concerned would justify such liquidation or if required by the interests of shareholders in a class of Shares or if the net assets of such class of Shares fall below an amount determined by the Board from time to time and set out in the Company's sales documents. The decision of the liquidation will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board otherwise decides in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the class of Shares concerned may continue to request redemption or conversion of their Shares. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the class of Shares concerned will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Under the same circumstances as provided in the preceding paragraph of this Article, the reorganisation of a class of Shares, by means of a division into two or more classes of Shares, may be decided by the Board. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more classes of shares. Such publication will be made at least one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their Shares, free of charge (unless the Shares have been issued in a class of Shares subject to a deferred sales charge payable upon redemption) before the operation involving division into two or more classes of Shares becomes effective.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraphs, a general meeting of shareholders of any class of Shares may, upon proposal from the Board, decide (i) that all Shares of such class of Shares shall be redeemed and the Net Asset Value of the Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) refunded to shareholders, such Net Asset Value calculated as of the Valuation Date at which such decision shall take effect, (ii) decide upon the division of a class of Share, or the division, consolidation or amalgamation of sub-classes of Shares in the same class of Shares. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast if such decision does not result in the liquidation of the Company.

Any merger of a class shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a class where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

Any merger of a class of Shares shall be subject to the provisions on mergers set forth in the Law and any implementing regulation.

In addition, if at any time the Board determines upon reasonable grounds that:

(a) the continued existence of any class would contravene the securities or investment or similar laws or requirements or any governmental or regulatory authority in Luxembourg or any other country in or from which the Company is established and managed or the Shares are marketed; or

(b) the continued existence of any class would result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which it might not otherwise have incurred or suffered; or

(c) the continued existence of any class would prevent or restrict the sale of the Shares in any such country as aforesaid; or

(d) in the event that a change in the economic or political situation relating to a class so justifies; or

(e) in the event that the total Net Asset Value of any class is less than the amount which the Board considers as being the minimum amount required for the existence of such class in the interest of the shareholders; then the Board may decide the cancellation of a class of Shares or its consolidation with another class or audit another undertaking for collective investment as described and pursuant to the procedures set forth hereabove .

If the Net Asset Value attributable to all Shares of any one sub-class is less than the amount disclosed in the sales documents, the Board may require and effect a redemption of all the Shares of that sub-class.

Art. 11. Meetings of the shareholders may be convened by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda, sent in accordance with applicable laws and regulations at the shareholder's address in the Register.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare themselves to be fully informed of its agenda, the meeting may be held without notice or publicity having been given or made.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting will be determined according to the Shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"). The right of a shareholder to attend at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his Shares shall be determined by reference to the Shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 12. The Company shall be managed by a Board composed of at least three members who need not be shareholders of the Company. A majority of the Board shall at any time comprise persons not resident for tax purposes in the United Kingdom.

The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and have accepted such appointment or, if later, ending at the date of such election and acceptance, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of vacancy in the office of a director appointed by the general meeting because of death, retirement or otherwise, a director may be designated in the manner provided by law to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 13. The Board shall appoint from among its members a chairman and may appoint from among its members a vice-chairman. It may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. A meeting of the Board may be convened by the chairman or by two directors, at the place indicated in the notice of the meeting but no meeting may take place in the United Kingdom.

The chairman shall preside at all meetings of the Board and of the shareholders, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another director, and in case of a shareholders' meeting, any other person as chairman pro tempore by vote of the majority of those present at such meeting.

The Board may from time to time appoint an Investment Manager or Adviser and/or such other officers as may be considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers so appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that no delegations may be made to a committee of the Board the majority of which consists of directors who are resident in the United Kingdom. No meeting of any committee of the Board the majority of which consists of directors should take place in the United Kingdom.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of the circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

That notice may be waived by the consent in writing or by fax or by any other electronic means capable of evidencing the waiver of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

A director may act at a meeting of the Board by appointing in writing or by fax or by any other electronic means capable of evidencing such proxy another director as his proxy.

Except as stated below, the Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is in attendance (which may be by way of a conference telephone call) or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting, provided that if a majority of the directors present are resident in the United Kingdom, the relevant directors should abstain from voting so that the majority of directors voting is composed of directors who are not resident in the United Kingdom.

In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal the chairman shall have a casting vote. For the calculation of quorum and majority, the directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification shall be deemed to be present. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the Board whose deliberations should be online without interruption. Such a Board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company.

The directors may also adopt by unanimous vote a circular resolution, which may be effected by each director expressing his consent on one or several separate identical instruments in writing or by telecopier message or by any other electronic means, which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Art. 14. The minutes of any meeting of the Board and of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by the secretary or by any two directors.

Art. 15. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company in accordance with Part I of the Law.

The Board may decide that investments of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in any Member State of the European Union, which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Eastern and Western Europe, Asia, Australia and Oceania, the American continents and Africa or dealt in on another regulated market of countries referred to under item (iii), provided that such market operates regularly is regulated and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided that the terms of issue include an undertaking that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of the Company may decide to invest under the principle of risk-spreading up to 100 % of the total net assets of each class of Shares of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-member state of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company (including but not limited to OECD member states, Brazil, Singapore, Russia, Indonesia and South Africa), or public international bodies of which one or more of those Member States are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision the relevant class of Shares must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than 30 % of such classes' total net assets.

Except if otherwise disclosed in the sales documents of the Company relating to a specific class of Shares, the Company will not invest more than 10 % of the net assets of any of its class of Shares in units of undertakings for collective investment as defined in article 41 (1) (e) of the Law.

The Board may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/ or financial derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by article 41 (1) of the Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the sales documents of the Company.

The Board may decide that investments of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in any appropriate manner.

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares on a pooled basis as described in Article 22 D., where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through subsidiaries, as the Board may from time to time decide and to the extent permitted by the Law. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of unitholders, paragraphs (1) and (2) of article 48 of the Law do not apply. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets held directly or investments made and assets held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS or a master UCITS or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS classes.

Any class of Shares may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold Shares to be issued or issued by one or more classes of Shares of the Company. In this case and subject to the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these Shares are suspended for as long as they are held by the class concerned. In addition and for as long as these Shares are held by a class of Shares, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

Art. 16. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, that director shall make such a personal interest known to the Board and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in this Article, shall not include any interest arising solely because the matter, position or transaction involves F&C Management Limited or Hypo Vereinsbank or any of their direct or indirect affiliates or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion.

Art. 17. The Company shall indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 18. The Company will be bound by the joint signatures of any two directors of the Company, or by the joint signatures of a director and of any duly authorised person, or in any other way determined by a resolution of the Board.

Art. 19. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by one or several approved statutory auditors ("réviseur d'entreprises agréé") who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law. The approved statutory auditors shall be elected by the annual general meeting of shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and shall hold office until their successors are elected.

The independent auditors in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 20. As is more especially prescribed hereinbelow, the Company has the power to acquire for its own account, for valuable consideration, its Shares at any time within the sole limitations set forth by law.

A shareholder of the Company may request the Company to redeem all or part of his Shares and the Company shall redeem such Shares within the sole limitations set forth by law and in these Articles and subject to any event giving rise to suspension as referred to in Article 21 hereof.

Any such request must be filed by the shareholder in written form (which, for these purposes, may, if the Board so decides, include a request given by telecopier, subsequently confirmed in writing or evidenced by any other electronically

means deemed acceptable by the Company) at the registered office of the Company or, if the Company so decides, with any other person or entity appointed by it as its registrar and transfer agent.

Redemption payments, less such sales charges as the sales documents may provide for, will be made in the currency of the relevant class of Shares, or such other currency as the Board may decide, within 7 Luxembourg business days following the applicable Valuation Date.

The Board may, with respect to any class of Shares of the Company, extend the period for payment of redemption proceeds to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets attributable to such class of Shares shall be invested.

The Board may also, in respect of any class of Shares, determine a notice period required for lodging any redemption request. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of Shares of the Company and any applicable notice period will be published in the statutory sales documents relating to the sale of such Shares.

The redemption price shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of Shares, as determined in accordance with the provisions of Article 22 hereof on the applicable Valuation Date, less a provision for dealing charges if the Board so decides, less a charge as the sales documents may provide. The relevant redemption price may be rounded downwards as the Board may decide.

Redemption proceeds may, upon the approval of the shareholders concerned, also be paid by means of a delivery in kind of securities or other assets held by the Company. In so acting, the Board shall have due regard to the principle of equal treatment of all shareholders and obtain a specific report from the auditor of the Company, if and when required by Luxembourg law.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his Shares of one class into Shares of another class at the respective Net Asset Values of the Shares of the relevant classes, provided that the Board may impose such restrictions or prohibitions as to, inter alia, conversion or frequency of conversion, and may make conversion subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

If the requests for redemption and/or conversion received for any class of Shares on any specific Valuation Date exceed a certain percentage of all Shares in issue of such class, such percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the offering documents, the Board may proportionately reduce such request or defer such redemption and/or conversion requests to the next Valuation Date.

No redemption or conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding (or its equivalent) as determined from time to time by the Board.

If a redemption or conversion or sale of Shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of Shares of one class below the minimum holding as the Board shall determine from time to time, then such shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his Shares of such class.

A redemption or conversion request shall be irrevocable, except in case of and during any period of suspension of redemptions or conversions.

Art. 21. For the purpose of determining the issue, conversion and redemption price thereof, the Net Asset Value of Shares in the Company shall be determined as to the Shares of each class of Shares by the Company from time to time, but in no instance less than twice monthly or, subject to regulatory approval, no less than once a month as the Board by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Date").

The offering price and the price at which Shares are redeemed, as well as the Net Asset Value per Share, shall be available and may be obtained at the registered office of the Company.

A dilution levy may be imposed on deals as specified in the sales documents of the Company. Any such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

The Net Asset Value may be adjusted as the Board or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of Shares of any particular class and the issue and redemption of its Shares from its shareholders as well as conversion from and to Shares of each class

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such class of Shares from time to time is quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such class of Shares would be impracticable; or

c) during any breakdown or restriction in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments or the current price or values on any market or stock exchange; or

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such class or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

e) in the event of the publication (i) of the convening notice to a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or a class of Shares is to be proposed, or of the decision of the Board to wind up one or more classes of Shares, or (ii) to the extent that such a suspension is justified for the protection of the shareholders, of the notice of the general meeting of shareholders at which the merger of the Company or a class of Shares is to be proposed, or of the decision of the Board to merge one or more classes of Shares;

f) during any period where the master UCITS of a class of Shares or one or several classes of Shares in which a class of Shares has invested as a substantial portion temporarily suspends the repurchase, redemption or subscription of its units, whether at its own initiative or at the request of its competent authorities; and

g) any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Company or its shareholders might not otherwise have suffered.

Any such suspension shall be published by the Company and shall be notified to shareholders requesting purchase of their Shares by the Company at the time of the filing of the irrevocable written request for such purchase as specified in Article 20 hereof.

Art. 22. The Net Asset Value of Shares of each class of Shares shall be expressed as a per share figure in the currency of the relevant class of Shares as determined by the Board and shall be determined in respect of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of Shares, being the value of the assets of the Company corresponding to such class, less its liabilities attributable to such class at such time or times as the Board may determine, by the number of Shares of the relevant class then outstanding adjusted to reflect any dealing costs, dilution levies or financial charges which the Board feels it is appropriate to take into account in respect of the relevant class and by rounding the resulting sum to the nearest smallest unit of the currency concerned.

If since the close of business on a particular market or markets on the relevant Valuation Date there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments of any particular class are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. Such second valuation will apply to all subscriptions, redemptions and conversions carried out on the relevant Valuation Date.

The assets of the Company shall be valued in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of assets sold but not delivered);
- c) all bonds, money market instruments, time notes, shares, stock, debenture stocks, subscription rights, warrants, swaps, options and other financial derivative instruments, units/shares in undertakings for collective investment and other investments and securities owned or contracted for by the Company;
- d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of investments caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- 2) the value of securities and/or other financial derivative instruments which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available price on the relevant stock exchange;
- 3) the value of securities and/or financial derivative instruments dealt in on the over-the-counter markets or on another regulated market shall be based on the latest available price on such market;
- 4) in the event that any of the securities held in the Company's portfolio on the Valuation Date are not quoted or dealt in on a stock exchange, over-the-counter market or another regulated market, or for any of such securities, no price quotation is available, or if the price as determined pursuant to sub-paragraphs 2) and/or 3) is not in the opinion of

the Board representative of the fair market value of the relevant securities, then their value shall be determined based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith;

5) the financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organized market will be valued in a reliable and verifiable manner on a daily basis and in accordance with market practice;

6) swaps are valued at their fair value based on the underlying securities (at close of business or intraday) as well as on the characteristics of the underlying commitments;

7) units or shares in open-ended undertakings for collective investments shall be valued on the basis of their last net asset value, as reported by such undertakings;

8) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner;

9) if any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Board may fix different valuation principles in accordance with general accepted accounting and valuation principles;

10) in circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the sales documents of the Company.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee or management fee, custodian fee and corporate agents' fees or any other fees and expenses payable to the directors, officers or any appointed agent/entity of the Company);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Date falls on the record date for determination of the persons entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves if any authorised and approved by the Board and

e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, fees and expenses payable to its directors, its investment advisers or investment managers, management company (if any), fees and expenses payable to its administrative agent, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the listing of the Shares of the Company on any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, fees for legal or auditing services, promotional, printing, translation, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the sales documents, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. There shall be established a pool of assets for each class of Shares in the following manner:

a) the proceeds from the issue of Shares of each class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of Shares, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to such pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular class or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be equally divided between all the pools or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the pools pro rata to the Net Asset Values;

e) upon the payment of dividends to the shareholders in any class of Shares, the Net Asset Value of such class of Shares shall be reduced by the amount of such dividends. If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same class of Shares two or several sub-classes, the allocation rules set out above shall apply, mutatis mutandis, to such sub-classes.

D. Pooling

1. The Board may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their

respective investment sectors to do so. Any such asset pool ("Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be contributed to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned. The provisions of sub-paragraphs (b), (c) and (d) of Section C of this Article shall apply to each Asset Pool as they do to a Participating Fund.

2. All decisions to transfer assets to or from an Asset Pool (hereinafter referred to as "transfer decisions") shall be notified forthwith by telex, telefax or in writing to the Custodian of the Company stating the date and time at which the transfer decision was made.

3. A Participating Fund's participation in an Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Asset Pool. On the formation of an Asset Pool the Board shall in their discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in such currency as the directors consider appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or value of other assets) contributed. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

4. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned; in the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Asset Pool.

5. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Asset Pool at any time and the net asset value of the Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of this Article 22 provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

6. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective participation in the Asset Pool at the time of receipt. On the dissolution of the Company the assets in an Asset Pool will be allocated to the Participating Funds in proportion to their respective participation in the Asset Pool.

E. For the purposes of this Article:

a) Shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Date on which they have been allotted and the price therefor, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

b) Shares of the Company to be redeemed under Article twenty hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Date referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of Shares and

d) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Date, to the extent practicable.

Art. 23. Whenever the Company shall offer Shares for subscription, the price per Share at which such Shares shall be offered and sold, shall be the aggregate of (i) the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of Shares and (ii) a charge (if any) at the rate determined by the Board which reverts to the Company, and (iii) such sales charge (if any) as the sale documents may provide. Any remuneration to agents active in the placing of the Shares shall be paid from such sales charge. The price per Share may be rounded upwards or downwards as the Board may resolve. The price so determined shall be payable not later than 5 Luxembourg business days after the date on which the application was accepted. The Board may decide that subscriptions are only dealt with upon receipt of cleared funds.

The Company may issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to obtain a valuation report from the auditor of the Company. Such securities must be in compliance with the investment restrictions of the Company and the investment policy of the relevant class.

Art. 24. The accounting year of the Company shall begin on 1st October and shall terminate on the 30 September of the following year. The accounts of the Company shall be expressed in Euro. When there shall be different classes as provided for in Article five hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be translated into Euro and added together for the purpose of the determination of the capital of the Company.

Art. 25. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Custodian"). All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board shall use their best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the Board shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 26. Within the limits provided for by law, the general meeting of shareholders of each class, shall, upon the proposal of the Board in respect of such class of Shares, determine how the annual results shall be disposed of. Dividends, if any, will be declared on the number of Shares of the class concerned outstanding at the dividend record date, as that date is determined by the Board in the case of an interim dividend, or by the general meeting of shareholders of the Company in any case of the final dividend, and will be paid to the holders of such Shares within two months of such declaration. Dividends may be in the form of a cash payment or a payment in kind in the form of a stock dividend and may include such amounts whether representing revenue, capital gain, or otherwise as may be permitted by law.

Subject to the conditions fixed by law, the Board may pay out an advance payment on dividends on the Shares of any class of Shares. The Board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment in respect of each class of Shares. Upon the creation of a class of Shares, the Board may decide that all Shares of such class shall be capitalization Shares and that, accordingly, no dividends will be distributed in respect of the Shares of such class. The Board may also decide that there shall be issued, within the same class of Shares, two subclasses where one sub-class is represented by capitalization Shares and the second sub-class is represented by dividend Shares. No dividends shall be declared in respect of capitalization Shares issued as aforesaid.

Art. 27. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) elected by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

The liquidators may, with the consent of the shareholders expressed in the manner provided for by articles 67 and 142 of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, transfer all assets and all liabilities of the Company to any other Luxembourg or foreign collective investment undertaking against issue to existing shareholders of shares of such entity in proportion to their shareholding in the Company.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of Shares shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each class in proportion of their holding of Shares in such class.

Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse de Consignation in Luxembourg. If not claimed, they shall be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 28. These Articles may be amended by a resolution of an extraordinary shareholders' meeting, subject to the quorum and voting requirements laid down by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

Any amendment affecting the rights of the holders of Shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 29. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as the Law."

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: R. MUNN-RENE, M. WICKLER, P. REUTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2011. Relation: LAC/2011/58329. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Référence de publication: 2012011662/698.

(120013393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Fiduciaire Fisogest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 141.719.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Référence de publication: 2012015349/10.

(120018617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Fidunord, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 91.906.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 31 janvier 2012.

Référence de publication: 2012015350/10.

(120018479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

KPI Residential Property 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 111.188.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012015467/10.

(120018553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Jean-Pierre Winandy Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 166.342.

STATUTS

L'an deux mil douze, le douzième jour de janvier.

Par-devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A COMPARU:

Maître Jean-Pierre Winandy, avocat, né le 16 septembre 1953 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

La partie comparante, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée, de nature civile, qui est ainsi constituée:

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est Jean-Pierre Winandy SARL (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée, de nature civile, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts) ainsi que par la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous forme d'une personne morale.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du gérant.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet l'exercice de la profession d'avocat en ce compris les activités d'arbitrage et les mandats de justice ainsi que toutes les activités afférentes comprises au sens le plus large mais compatibles avec le statut d'avocat (comme entre autres les conférences, l'enseignement, la publication d'articles, de livres) ou la prise de participation dans une association d'avocats.

La société peut accomplir soit seule, soit avec d'autres, directement ou indirectement, pour son compte, toutes les opérations généralement quelconques, mobilières ou immobilières ou financières, se rapportant directement ou indirectement

tement à son objet ou pouvant contribuer à son développement ou le faciliter et notamment détenir des valeurs mobilières ou immobilières et des immeubles, le tout dans le respect des règles professionnelles et déontologiques du Barreau de Luxembourg.

Art. 4. Durée. La Société est formée pour une durée indéterminée.

La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Art. 5. Capital. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales sans mention de valeur nominale.

Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. Les parts sociales sont cessibles dans les formes de l'article 189 de la Loi et sous réserve du respect des dispositions de la loi du 16 décembre 2011 concernant l'exercice de la profession d'avocat sous la forme d'une personne morale. En cas de cession des parts sociales pour cause de mort à des non-avocats, la Société sera dissoute d'office dans un délai d'un mois après la cession à moins que l'article 3 des présents statuts n'ait été modifié dans ce même délai d'un mois à partir de la cession des parts pour le rendre compatible avec la nouvelle activité de la société.

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant.

Art. 8. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés. Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

Art. 9. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

Art. 10. Dissolution - Liquidation. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

Art. 11. Exercice social. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2012.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, le comparant a souscrit à l'intégralité du capital comme suit:

1.- Maître Jean-Pierre Winandy, prénommé, mille deux cent cinquante parts sociales	1.250
Total: mille deux cent cinquante parts sociales	1.250

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Estimation des frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

Est nommé gérant de la société pour une durée indéterminée:

1. Maître Jean-Pierre Winandy, prénommé.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant.

Il peut conférer des pouvoirs à des tiers.

2.- Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante:

L- 2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeures, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Jean-Pierre Winandy, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 17 janvier 2012. LAC/2012/2605. Reçu 75- €.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 19 janvier 2012.

Référence de publication: 2012011751/91.

(120013380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

KPI Residential Property 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012015468/10.

(120018598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

KPI Residential Property 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012015469/10.

(120018599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

KPI Residential Property 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012015470/10.

(120018600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

LSF5 Roundup Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 138.556.

In the year two thousand and twelve, on the ninth day of January.

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 91.796,

here represented by Ms Josiane Meissener, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg on 6 January 2012,

(the Sole Shareholder),

which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of LSF5 Roundup Holdings S.à r.l. (the Company), established under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138.556, incorporated under the former name "LSF5 F5U1 Investments S.à r.l." pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated 13 May 2008, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1414* of 9 June 2008, amended for the last time pursuant to a deed of Maître Joelle Baden, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, dated 17 November 2011, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 3207* of 29 December 2011.

The Sole Shareholder acknowledges that the present extraordinary general meeting is regularly constituted and that it may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to reduce the share capital of the Company from its current amount of EUR 15,500 (fifteen thousand five hundred euro) by an amount of EUR 3,000 (three thousand euro) to an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) via the cancellation of 24 (twenty-four) shares, with a par value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each;

2. Amendment of article 6 of the articles of association of the Company; and

3. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company to the registration of the cancelled shares in the share register of the Company.

This having been declared, the Sole Shareholder, represented as stated above, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to reduce the share capital of the Company from its current amount of EUR 15,500 (fifteen thousand five hundred euro), represented by 124 (one hundred twenty-four) shares, with a nominal value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each,

by an amount of EUR 3,000 (three thousand euro)

to an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (hundred) shares with a nominal value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each,

by way of the cancellation of 24 (twenty-four) shares having a nominal value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each, and by reimbursement to the Sole Shareholder of the said amount of EUR 3,000 (three thousand euro).

As a consequence of the share capital reduction, the Sole Shareholder holds 100 (hundred) shares of the Company.

Second resolution

As a consequence of the first resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 6 of the articles of association of the Company, which English version shall be henceforth reworded as follows:

" **Art. 6.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (hundred) shares with a nominal value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg, to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancelled shares in the share register of the Company and to see to any formalities in connection therewith.

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated above.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the appearing party and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le neuf janvier.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg.

A COMPARU:

Lone Star Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 91.796,

ici représentée par Mme Josiane Meissener, employée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 6 janvier 2012,

(l'Associé Unique),

ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentaire, demeurera attachée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu'il représente la totalité du capital social de la société à responsabilité limitée dénommée LSF5 Roundup Holdings S.à r.l. (la Société), société de droit luxembourgeois, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 138.556, constituée sous l'ancienne dénomination "LSF5 F5U1 Investments S.à r.l." selon acte de Maître Martine Schaeffer, alors de résidence à Luxembourg, du 13 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1414 du 9 juin 2008, modifié pour la dernière fois par acte de Maître Joelle Baden, agissant en remplacement de Maître Martine Schaeffer du 17 novembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°3207 du 29 décembre 2011.

L'Associé Unique déclare que la présente assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Réduction de capital de la Société de son montant actuel de EUR 15.500 (quinze mille cinq cents euros) par un montant de EUR 3.000 (trois mille euros) à un montant de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) par voie d'annulation de 24 (vingt-quatre) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune;

2. Modification de l'article 6 des statuts de la Société; et

3. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter les changements effectués ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy Luxembourg, afin d'effectuer au nom de la Société, par sa seule signature, pour le compte de la Société, l'enregistrement des parts sociales annulées dans le registre de parts sociales de la Société.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé Unique représenté comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société pour le porter de son montant actuel de EUR 15.500 (quinze mille cinq cents euros), représenté par 124 (cent vingt-quatre) parts sociales, ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune,

par un montant de EUR 3.000 (trois mille euros)

à un montant de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales, ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune,

par voie d'annulation de 24 (vingt-quatre) parts sociales, ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune, et par le remboursement de ce montant de EUR 3.000 (trois mille euros) à l'Associé Unique.

Suite à cette réduction de capital, l'Associé Unique détient 100 (cent) parts sociales émises par la Société.

Seconde résolution

Suite à la première résolution, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts de la Société, dont la version française aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune."

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et tout avocat ou employé de Allen & Overy Luxembourg, afin d'effectuer pour le compte de la Société l'enregistrement des parts sociales annulées dans le registre de parts sociales de la Société et de prendre en charge toute formalité en relation avec ce point.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J. Meissener et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 janvier 2012. LAC/2012/2585. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Référence de publication: 2012011793/130.

(120014015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

KPI Residential Property 9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 112.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012015471/10.

(120018601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Landgame S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 150.260.

EXTRAIT

En date du 18 janvier 2012, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Mademoiselle Kristel Segers, Gérant B, avec effet au 30 décembre 2011.
2. Nomination de Madame Daphné Charbonnet, née le 30 janvier 1979 à Caen, France, dont l'adresse professionnelle se situe au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, et de Monsieur Michaël Goosse, né le 29 mai 1977 à Libramont, Belgique, dont l'adresse professionnelle se situe au 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, en tant que Gérants B, avec effet au 1^{er} janvier 2012 et pour une période illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012015477/16.

(120018919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Leo THIEX et Cie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9452 Bettel, 34, Kierchestrooss.

R.C.S. Luxembourg B 100.630.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung der Firma Leo THIEX et Cie Sàrl Abgehalten am gesellschaftssitz am 25. Januar 2012 um 15.00 Uhr

Die Generalversammlung akzeptiert den Rücktritt des Geschäftsführers Herrn Rolf BECKER zum 31.12.2011.

Wird ab 01.01.2012 zum neuen Geschäftsführer bestimmt Herr Gerald HEINZEN, geboren am 30.01.1980 in Bitburg (D) und wohnhaft in D-54649 Mael, Urmael 2.

Herr Michael THIEX wird in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer bestätigt.

Die Gesellschaft wird rechtsgültig vertreten durch die Unterschrift eines Geschäftsführers.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Gesellschafter

Référence de publication: 2012015478/16.

(120018395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Leria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 255.840,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 144.047.

Par résolutions prises en date du 19 décembre 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Wolfgang Joachim Dr Seidel, avec adresse professionnelle au, 20, Boulevard de Suisse, Saint Andre, 98000 Monaco, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

2. Nomination de Marcel Stephany, avec adresse professionnelle à 23, Cité Aline Mayrisch, L-7268 Bereldange, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2012.

Référence de publication: 2012015479/15.

(120018658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Lucretia, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 121.153.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012015480/10.

(120018460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Manchette S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 166.363.

STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-sept décembre.

Pardevant, Maître Martine SCHAEFFER, Notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Comptoir de Valeurs de Banque (en abrégé "Covalba"), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au Grand-Duché de Luxembourg, L-2420 Luxembourg, avenue Emile Reuter, 15, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 2.759; et

Ici représentée par Aurélien FORTIN, employé privé, demeurant professionnellement au 15 avenue Emile Reuter, dûment mandaté pour engager la société en vertu d'un pouvoir donné le 27 décembre 2011, ce pouvoir étant annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

Laquelle comparante, représentée comme dit est, a requis le notaire soussigné de dresser acte d'une société anonyme dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . La société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les «Statuts») est dénommée Manchette S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg). Le Conseil d'Administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera

la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera faite par le Conseil d'Administration (tel que défini ci-dessous).

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, par achat, échange ou de toute autre manière, dans d'autres entreprises et sociétés luxembourgeoises ou étrangères ainsi que la gestion, le contrôle, la mise en valeur de ces participations. La société peut également procéder au transfert de ces participations par voie de vente, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets, marques de fabrique et autres droits intellectuels et immatériels ainsi que tous autres droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter sous toute forme notamment par voie d'émission d'obligations, convertibles ou non, de prêt bancaire ou de compte courant actionnaire, et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient ou non un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, elle pourra s'intéresser à toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et toute autre forme de placement dont notamment des actions, obligations, options ou warrants, les acquérir par achat, souscription ou toute manière, les vendre ou les échanger.

Elle pourra faire toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui se rattachent directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet; elle pourra également détenir des mandats d'administration d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, rémunérés ou non.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et une mille euros (EUR 31.000,-) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats unitaires ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix des actionnaires.

La société pourra racheter ses actions lorsque le Conseil d'Administration considérera le rachat dans l'intérêt de la société conformément aux conditions qu'il aura fixées et dans les limites imposées par l'article 49.2 de la loi de 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi 1915").

Le Conseil d'Administration pourra créer ponctuellement les réserves qu'il jugera appropriées (en plus des réserves légales) et créera une réserve destinée à recevoir les primes d'émissions reçues par la société lors de l'émission de ses actions. Les réserves ainsi créées pourront être utilisées par le Conseil d'Administration, notamment en vue du rachat de ses actions par la société.

Les actions rachetées par la société continueront d'exister sans droit de vote, ni droit aux dividendes, ni au boni de liquidation.

Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil d'Administration dans les limites de l'article 49.2 de la Loi 1915.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés par l'Assemblée Générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et en tout temps révocables par l'Assemblée Générale (le "Conseil d'Administration").

Le nombre des administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le poste d'un administrateur sera vacant si:

- Il démissionne de son poste avec préavis à la société, ou
- Il cesse d'être administrateur par application d'une disposition légale ou il se voit interdit par la loi d'occuper le poste d'administrateur, ou
- Il tombe en faillite ou fait un arrangement avec ses créanciers, ou
- Il est révoqué par une résolution de l'Assemblée Générale.

Dans les limites de la loi et des principes légaux applicables, chaque administrateur, présent ou passé, sera indemnisé sur les biens de la société en cas de responsabilité l'affectant du fait de l'exercice, présent ou passé, de la fonction d'administrateur.

Art. 7. Le Conseil d'Administration élit en son sein un président. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou de deux de ses membres, dans la ville de Luxembourg ou au lieu indiqué dans l'avis de convocation à la réunion. Pour toute réunion du Conseil d'Administration, un avis de convocation écrit sera remis à tous les membres du Conseil d'Administration au moins deux jours avant le début de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de l'urgence est précisée dans l'avis de convocation à la réunion. Il peut être passé outre cet avis de convocation avec le consentement de chaque membre du Conseil d'Administration. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions individuelles tenues aux lieux et places mentionnées dans un échéancier préalablement adopté par décision du Conseil d'Administration.

Le président préside toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais, en son absence, le Conseil d'Administration peut désigner, par un vote à la majorité des administrateurs présents à la réunion, un président temporaire.

Un membre du Conseil d'Administration peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant, par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par fac-similé, un autre membre du Conseil d'Administration comme son mandataire.

Excepté ce qui est mentionné ci-dessous, le Conseil d'Administration ne délibère et n'agit valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente (ce qui peut se faire par le biais d'un système de visioconférence ou conférence téléphonique initialisée à partir de Luxembourg en continu grâce auquel toutes les personnes prenant part à la réunion peuvent être identifiées) ou représentée à la réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des votes des membres présents ou représentés. En cas d'égalité des votes, le président n'a pas voix prépondérante.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent également adopter, par un vote unanime, des résolutions circulaires, en exprimant leur consentement dans un ou plusieurs documents distincts par écrit ou par télex, télégramme ou fac-similé, confirmé par écrit, qui constitueront une fois tous rassemblés des procès-verbaux tenant lieu de preuve de cette décision.

Les procès-verbaux de chaque réunion sont signés par le président ou, en son absence, par le président temporaire, qui préside la réunion en question.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, qui peuvent être produits dans le cadre de procédures judiciaires ou autres, sont signés par le président, ou par deux membres du Conseil d'Administration.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus et exclusifs pour faire tous les actes d'administration et de gestion qui ne sont pas réservés expressément par la Loi 1915 et les présents statuts à l'Assemblée Générale.

En particulier le conseil d'administration aura le pouvoir d'acquérir des valeurs mobilières, des créances et d'autres avoirs de toute nature, d'émettre des obligations, de contracter des prêts, de constituer des sûretés sur les avoirs de la société et de conclure des contrats d'échanges sur devises et taux d'intérêt, étant entendu que ces décisions devront être prises à l'unanimité par les administrateurs.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la société sera engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil d'Administration, ou par la signature unique de toute personne à qui la gestion journalière de la société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. La gestion quotidienne des activités de la société et le pouvoir de représenter la société à cet effet peut être délégué à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, cadres ou autres agents (chacun un "Administrateur Général") agissant seul ou conjointement.

Un Administrateur Général peut ne pas être actionnaire.

La nomination et la révocation, les pouvoirs, tâches et rémunération des Administrateurs Généraux seront déterminés par le Conseil d'Administration, sauf que le(s) premier(s) Administrateur(s) Général(aux) peut/peuvent, mais ne doit/doivent pas, être nommé(s) par une Assemblée Générale, et ses/leurs pouvoirs, tâches, rémunération déterminés par celle-ci.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer toute partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques, à un ou plusieurs mandataires ad hoc, et pourra révoquer de tels mandataires et déterminer leurs pouvoirs, responsabilité et rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et toute autre condition pertinente de sa représentation.

Art. 11. Tous les litiges dans lesquels la société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la société par le Conseil d'Administration, représenté par son président ou par l'administrateur délégué à cet effet.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires (le "Commissaire") nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat qui ne peut excéder six années.

Titre V. - Assemblée générale

Art. 13. Les assemblées générales des actionnaires (les "Assemblées Générales") ont les pouvoirs les plus étendus pour adopter ou ratifier toute action à propos de la société.

Lorsque la société ne compte qu'un actionnaire unique:

- il devra exercer les pouvoirs dévolus aux Assemblées Générales; et
- ses décisions seront prises sous la forme de résolutions écrites et devront être enregistrées dans un registre des procès-verbaux tenus au siège social.

Chaque actionnaire a droit à un vote pour chaque action dont il est le détenteur.

Sous réserve des dispositions prévues par la Loi 1915, les résolutions des actionnaires sont valides uniquement si elles sont adoptées à la majorité des votes exprimés, sans préjudice du nombre d'actions représentées.

Les actionnaires ne pourront pas changer la nationalité de la société ou obliger un des actionnaires à augmenter ses engagements dans la société sans un vote positif unanime des actionnaires.

Art. 14. Toute Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour modifier toute disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer à moins que (a) au moins la moitié des actions y soient représentées et (b) l'ordre du jour indique les modifications proposées aux Statuts et, lorsqu'applicable, le texte des modifications relatives à l'objet ou la forme de la société.

Si la première condition de l'article 14 n'est pas satisfaite, une seconde Assemblée Générale peut être convoquée, selon la manière prescrite par les Statuts ou la Loi 1915. Cette convocation devra reproduire l'ordre du jour, indiquer la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibérera valablement quelle que soit la proportion d'actions représentées.

Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des votes exprimés. Les voix exprimées ne devront pas compter les votes attachés aux actions à l'égard desquelles les actionnaires n'ont pas pris part au vote, se sont abstenus de voter ou ont exprimé un vote nul ou blanc.

Art. 15. Une Assemblée Générale peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les actionnaires ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

Un actionnaire peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit ou par télex, télégramme ou fac-similé, confirmé par écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être un actionnaire.

Tout actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire comme indiqué dans la convocation à l'Assemblée Générale. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires mis à la disposition par la société, qui mentionnent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir de voter pour chaque proposition en cochant la case adéquate. Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls. La société ne prendra en compte que les formulaires reçus trois (3) jours avant la réunion de l'Assemblée Générale à laquelle ils se rapportent et qui remplissent les exigences mentionnées dans la convocation.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une Assemblée Générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présents pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Art. 16. Le Conseil d'Administration ou le(s) Commissaire(s) peut(vent) convoquer une Assemblée Générale des actionnaires. Une Assemblée Générale des actionnaires devra être convoquée endéans un mois sur la demande écrite d'actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social en indiquant l'ordre du jour.

Les convocations aux Assemblées Générales seront effectuées selon les dispositions légales en vigueur. Néanmoins, lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de cette Assemblée Générale suffisamment à l'avance, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication et l'Assemblée Générale pourra se tenir valablement.

Un ou plusieurs actionnaires qui détiennent au moins dix pour cent (10%) du capital souscrit peut demander qu'un ou plusieurs éléments soient ajoutés à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Une telle demande devra être envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception au siège social, au minimum cinq jours avant la réunion.

Art. 17. L'Assemblée Générale annuelle se réunit le dernier jeudi du mois de mai à 15.00 heures au siège social ou à tout autre endroit de la commune spécifié dans la convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée Générale aura lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale de la société commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut, dans les conditions prévues par la loi et avec l'accord de le Commissaire, déclarer et payer des dividendes intérimaires sur base d'états financiers faisant apparaître que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 21. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les parties se réfèrent à la Loi 1915 et ses modifications ultérieures.

Dispositions transitoires

A titre transitoire, le premier exercice social ayant commencé le jour de la constitution se terminera le trente et un décembre 2011.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2012.

Souscription du capital

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante Comptoir de Valeurs de Banque, représentée comme mentionné ci-avant, déclare souscrire les trois cent dix (310) actions.

Libération du capital

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 25% en numéraire, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (EUR 7.750,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la Loi 1915 ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ EUR 1400.

Assemblée Générale Extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs sera fixé à trois (3) et il y aura (1) commissaire aux comptes.
 2. Sont nommés comme administrateurs avec effet immédiat:
 - Monsieur Marc AUGIER, employé privé, né à Marseille (France) le 23 mars 1970, demeurant professionnellement à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter;
 - Madame Anne-Lyse GILLES, employée privé, née à Rocourt (Belgique) le 19 juillet 1975, demeurant professionnellement à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter; et
 - Monsieur Jean-Patrick TRAN-PHAT, employé privé, né à Binh Hoa (Vietnam) le 2 décembre 1963, demeurant professionnellement à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
 3. Est nommée aux fonctions de commissaire aux comptes avec effet immédiat:
Ernst & Young S.A., ayant son siège social à 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, immatriculée au Registre de Commerce et de Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47.771.
 4. Les premiers administrateurs et Commissaire aux Comptes seront en fonction jusqu'à la première Assemblée Générale statutaire qui se tiendra en 2012.
 5. L'adresse du siège social sera fixée au 15, avenue Emile Reuter L-2420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
- DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Fortin et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2011. LAC/2011/59282. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Référence de publication: 2012011798/252.

(120013794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Lucretia International, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 122.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012015481/10.

(120018459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Lyxor Asset Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.253.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 16 janvier 2012:

1. Démission de Monsieur Laurent MORTREUIL en tant qu'Administrateur du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de Monsieur Laurent MORTREUIL, résidant professionnellement au 17, Cours Valmy, 92 987, Paris, France, de ses fonctions d'Administrateur du Conseil d'Administration avec effet au 16 janvier 2012.

2. Cooptation de Monsieur Laurent MIRJOL en tant qu'Administrateur du Conseil d'Administration

Conformément aux prescriptions de l'article 7 des Statuts Coordinés du 28 février 2008, le Conseil d'Administration décide de coopter Monsieur Laurent MIRJOL, résidant professionnellement au 17, Cours Valmy, 92 987, Paris, France, aux fonctions d'Administrateur du Conseil d'Administration, en remplacement de Monsieur Laurent MORTREUIL, avec effet au 16 janvier 2012 et jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012015485/18.

(120018612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

La Cave d'Anne-Charlotte S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 132.499.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 13 janvier 2012 que:

- L'Assemblée prend acte de la résignation avec effet immédiat de leur fonction d'administrateurs de Monsieur Laurent Bachas et de Madame Martine Pantigny;

Luxembourg, le 16 janvier 2012.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012015486/15.

(120018610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.

Kaba Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 84.794.

—
Extracts of the resolutions taken during the Board of Managers held by circular vote

- To approve the resignation of Mr. Werner STADELMANN with effect on January 6, 2012 from his mandate as Category A Director and Chairman of the Board of Directors.

- To co-opt in replacement of Mr. Werner STADELMANN, Mr. Christoph SCHÄDLER, Corporate Treasurer, born on May 22, 1968 in Vaduz, Liechtenstein with private address in Büznweg 6, CH-5610 Wohlen, Switzerland, as new Category A Director.

- To appoint Mr. Christoph SCHÄDLER as Chairman of the Board of Directors

Mr. Christoph SCHÄDLER's mandate will lapse at the Annual General Meeting approving the annual accounts as at June 30th, 2012.

Certified true copy

Suit la traduction française de ce qui précède

—
Extraits des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu par voie circulaire

- la démission de Monsieur Werner STADELMANN en tant qu'Administrateur de catégorie A et en tant que Président du Conseil d'Administration est acceptée avec effet au 6 janvier 2012.

- la cooptation de M. Christoph SCHÄDLER, Directeur Financier, né le 22 mai 1968 à Vaduz, Liechtenstein avec adresse privée à Büznweg 6, CH-5610 Wohlen, SUISSE en tant que nouvel Administrateur de catégorie A en remplacement de Monsieur Werner STADELMANN Administrateur de catégorie A démissionnaire et Président du Conseil d'Administration est acceptée avec effet au 6 janvier 2012.

- De nommer M. Christoph SCHÄDLER en tant que Président du Conseil d'Administration

Le mandat de M. SCHÄDLER viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes annuels au 30 juin 2012.

Luxembourg, le 26 janvier 2012.

Certifié sincère et conforme

KABA FINANCE LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2012014780/31.

(120017359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Key Energy Services Luxembourg II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 141.391.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2012.

Référence de publication: 2012014790/10.

(120017315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Lloyds TSB CHF Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 116.107.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 9 janvier 2012.

Référence de publication: 2012014808/10.

(120017369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Lynebat Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 139.027.

—
Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social en date du 23 janvier 2012

La réunion est tenue le 23 janvier 2012 à Luxembourg et est ouverte à 17.00 heures, sous la présidence de Monsieur François Georges, administrateur, demeurant professionnellement à L-1330 Luxembourg, 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Sont également présents les administrateurs suivants:

- Mademoiselle Anne-Marie Pratiffi, employée, demeurant professionnellement au 34A, Bd Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg;

- Madame Christine Lecas, employée, demeurant professionnellement au 34A, Bd Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Le Président constate que tous les administrateurs sont présents. Les administrateurs déclarent unanimement vouloir renoncer à toute convocation et déclarent avoir eu connaissance suffisante de l'ordre du jour. Le Président en prend acte et déclare que le Conseil ainsi réuni peut valablement délibérer et décider sur les points à l'ordre du jour.

Ordre du jour:

1. Nomination de Monsieur François Georges en tant qu'administrateur-délégué.

2. Divers.

Après avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration prennent à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

Les membres du Conseil d'administration, délibérant valablement, nomment Monsieur François Georges, administrateur, né le 20 mars 1967 à Luxembourg, demeurant au 34A, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1330 Luxembourg, à la fonction d'Administrateur-délégué de la Société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2013.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17.30 heures après lecture et approbation du présent procès-verbal.

François GEORGES / Anne-Marie Pratiffi / Christine Lecas

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2012014813/31.

(120017269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

MOORE STEPHENS Audit S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 155.334.

L'an deux mille douze, le dix-sept janvier;

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme "FIDEWA - CLAR S.A.", établie et ayant son siège social à L-3364 Leudleange, 2-4, rue du Château d'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 165462,

ici dûment représentée par deux de ses administrateurs, à savoir:

- Monsieur Raphael LOSCHETTER, réviseur d'entreprises agréé, demeurant professionnellement à L-3364 Leudleange, 2-4, rue du Château d'Eau, et

- Monsieur Horst SCHNEIDER, réviseur d'entreprises agréé, demeurant professionnellement à L-3364 Leudleange, 2-4, rue du Château d'Eau.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

- Que la société à responsabilité limitée "MOORE STEPHENS Audit S.A.R.L.", établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 43, boulevard Prince Henri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 155334, a été constituée suivant acte reçu par Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement du notaire instrumentant, en date du 3 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2216 du 19 octobre 2010;

- Que la partie comparante est la seule associée actuelle ("Associée Unique") de la Société et qu'elle a pris, par son représentant, les résolutions suivantes:

Première résolution

Il est constaté, que suite à la réalisation de la fusion entre les sociétés "FIDEWA Audit S.A." et "COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DES AUDITEURS REUNIS (CLAR) S.A." par constitution d'une nouvelle société anonyme, à savoir "FIDEWA - CLAR S.A.", cette dernière est devenue propriétaire de la totalité des parts sociales de la Société, par le transfert de l'intégralité du patrimoine de chacune des pré-mentionnées sociétés fusionnantes.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à L-3364 Leudelange, 2-4, rue Château d'Eau, et de modifier subséquemment la première phrase de l'article 3 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 3. (premier alinéa).** Le siège social de la Société est établi à Leudelange (Grand-Duché de Luxembourg)."

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au représentant de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit représentant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. LOSCHETTER, H. SCHNEIDER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 janvier 2012. LAC/2012/3500. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 27 janvier 2012.

Référence de publication: 2012014855/47.

(120017097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Peaksid European Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 131.744.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2012.

Référence de publication: 2012014903/10.

(120017206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

MCP Private Capital Fund I GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 166.375.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-third day of December.

Before the undersigned Maître Edouard Delosch, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

- Mr. Giovanni Miele, born in Torre del Greco, Italy, on 10 July 1978, residing in 37d New North Road, N1 6JB London, England and bearer of the passport number D771029,

here represented by Mr. Victorien Hémerly, lawyer residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, England, on 22 December 2011.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the company is to acquire and hold a participation in "MCP Private Capital Fund I", an investment company with fixed capital (société d'investissement à capital fixe) qualifying as a specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé) that shall be organized as a limited corporate partnership (société en commandite simple) and incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "SIF"), and to act as its general partner of such SIF and sole manager and shareholder with unlimited liability of such SIF.

The Company may also hold interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and manage, control and develop its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial or financial activities which it may deem useful in the accomplishment of its purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. The Company will assume the name of "MCP Private Capital Fund I GP S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one (1) vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The Company will recognize only one (1) holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters (3/4) of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders at a majority representing at least three quarters (3/4) of the voting rights of the surviving shareholders.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed for legitimate reasons only.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of any two (2) managers or by the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

Art. 12. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two (2) managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail (without electronic signature) or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of an original signature by mail, facsimile or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two (2) managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the company.

Art. 15. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Supervision of the company

Art. 16. In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

Any independent auditor may only be removed with cause or with its approval by the general meeting of shareholders.

E. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

If the Company has only one (1) shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of incorporation, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of incorporation is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of incorporation.

In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of incorporation regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 18. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held at the registered office of the Company or at such other place in the municipality where the Company's registered office is located as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 19. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed notably of a chairman and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

Each share entitles to one (1) vote.

Unless otherwise provided by law or by these articles of incorporation, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. Voting forms which indicate neither the direction of the vote nor an abstention are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 20. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters (3/4) of the share capital at least.

Art. 21. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers or by any two (2) of its members.

F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 22. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 23. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 24. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

The share premium is freely distributable to the shareholders by the shareholders' meeting or by the board of managers.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 25. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 26. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said party, represented as stated here above, declares to subscribe for twelve thousand and five hundred (12,500) shares and to have them fully paid up in cash of an amount of twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500.-).

Proof of such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is now available to the Company.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2012.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000.-).

General meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital have immediately proceeded to pass the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at Parc d'Activité Syrdall, 6, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

2. The following persons are appointed members of the board of managers of the Company for an unlimited duration:

- Mr. David Scheurl, Partner, born in Tokyo, on 27 June 1981, residing professionally at 20 Cursitor Street London EC4A 1LT, United-Kingdom;

- Mr. Iain Macleod, Independent Director, born in Glasgow, on 8 August 1955, residing at 59 Cite Millewee L-8064 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mrs. Kathryn O'Sullivan, Managing Director, born in San Jose, on 28 June 1963, residing professionally at E Building, Parc d'Activite Syrdall, 6 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The general meeting authorizes the board of managers of the Company to delegate the day to day management of the Company as well as the representation of the Company in connection therewith to one or more of its members.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil onze, le vingt-troisième jour de décembre.

Par-devant nous Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

- Giovanni Miele, né à Torre del Greco, Italie, le 10 juillet 1978, demeurant au 37d New North Road, N1 6JB Londres, Angleterre et titulaire du passeport numéro D771029,

représenté aux présentes par Victorien Hémerly, avocat à la Cour, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration conférée le 22 décembre 2011 à Londres, Angleterre.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la partie comparante et le notaire, est jointe au présent acte pour être enregistrée avec lui auprès des autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant ès qualités comme indiqué ci-dessus, demande au notaire instrumentant de recevoir l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituée, ainsi que les statuts qui sont exposés ci-après:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans «MCP Private Capital Fund I», une société d'investissement à capital fixe qualifiée de fonds d'investissement spécialisé, sous forme de société en commandite simple de droit luxembourgeois (le «SIF»), et d'agir en tant qu'associé gérant commandité de ce SIF, et seul gérant et associé indéfiniment et solidairement responsable des dettes de ce SIF.

La Société peut également prendre toutes participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et réaliser toutes autres formes de placements, procéder à l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi qu'à l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et gérer, contrôler et valoriser ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts, accorder des sûretés en faveur de ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut exercer toute activité commerciale ou financière qu'elle estimera utile pour la réalisation de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de «MCP Private Capital Fund I GP S.à r.l.».

Art. 5. Le siège social est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du conseil de gérance.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales, d'une valeur de un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une (1) voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant (i) accord de la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'entre eux en cas de contribution en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts (3/4) des parts appartenant aux associés survivants.

Art. 10. Le décès, la suspension de droits civils, la faillite ou l'insolvabilité de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixera la durée de leur mandat. Ils ne sont révocables que pour des motifs légitimes.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) gérants ou par la signature individuelle de toute(s) autre(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance.

Art. 12. Le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux (2) gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique (sans signature électronique), sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique (sans signature électronique) ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés. Si au cours d'une séance il y a égalité de voix pour ou contre une résolution, la voix du président de séance est prépondérante.

Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie des signatures originales par mail, télécopie ou tout autre moyen de communication étant considéré comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux (2) gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Surveillance de la société

Art. 16. Si et aussi longtemps que la Société a plus que vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désignera les commissaires et déterminera la durée de leur mandat.

Tout commissaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la Société.

Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'institution de commissaires est supprimée.

Un réviseur d'entreprise agréé ne peut être démis de ses fonctions que pour cause ou avec son accord par l'assemblée générale des associés.

E. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs via l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

Si la Société ne possède qu'un (1) seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme «associé unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à «l'assemblée générale des associés» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à «l'associé unique».

L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 18. L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance, par le(s) commissaire(s), le cas échéant, ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, et sera tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

Si la Société compte plus de vingt cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue au siège social de la Société ou dans tout autre lieu de la commune où le siège social est établi, tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 19. Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé notamment d'un président et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure notamment que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité et de pouvoir participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

Chaque associé peut voter à une assemblée générale à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les bulletins de vote n'indiquant ni la direction du vote ni une volonté de s'abstenir sont nuls. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des associés à laquelle ils se réfèrent.

Le conseil de gérance peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 20. Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant (i) décision de la majorité des associés (ii) représentant les trois quarts du capital social.

Art. 21. Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où le procès-verbal de l'assemblée a fait l'objet d'un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance ou par deux (2) gérants.

F. Exercice social - Bilan - Répartition des bénéfices

Art. 22. L'exercice social commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 23. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 24. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles.

La prime d'émission est librement distribuable aux associés par l'assemblée générale des associés ou par le conseil de gérance.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 25. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 26. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Paiement

La partie comparante, représentée comme indiqué en tête des présentes, ayant rédigé les statuts de la Société, déclare souscrire douze mille cinq cents (12.500) parts sociales et les avoir intégralement libérées en numéraire pour la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

La preuve de ce paiement est donnée au notaire soussigné, qui déclare que les conditions fixées par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été satisfaites, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est désormais à la disposition de la Société.

Dispositions transitoires

Le premier exercice commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2012.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit supportés par la Société pour les besoins de sa constitution sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Assemblée générale

La personne susvisée, représentant l'intégralité du capital souscrit, a adopté aussitôt les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au Parc d'Activité Syrdall, 6, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées membres du conseil de gérance de la Société pour une durée illimitée:

- M. David Scheurl, Partner, né à Tokyo, le 27 juin 1981, demeurant professionnellement à 20 Cursitor Street Londres EC4A 1LT, Royaume-Unis;

- M. Iain Macleod, Independent Director, né à Glasgow, le 8 août 1955, demeurant au 59 Cite Millewee L-8064 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg;

- Mrs. Kathryn O'Sullivan, Managing Director, née à San Jose, Etats-Unis le 28 juin 1963, demeurant professionnellement à E Building, Parc d'Activite Syrdall, 6 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée générale autorise le conseil de gérance de la Société à déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société relative à cette délégation à un ou plusieurs de ses membres.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes que, à la demande de la partie comparante susvisée, le présent acte authentique est rédigé en anglais et suivi de sa traduction en français; en cas de divergences entre le texte en anglais et le texte en français, la version en anglais prévaudra.

Le présent acte authentique a été dressé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, le mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: V. Hémary, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 décembre 2011. Relation: RED/2011/2979. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial C

Rambrouch, le 29 décembre 2011.

Référence de publication: 2012011814/463.

(120014007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 janvier 2012.

Peaksid Polonia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 164.019.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2012.

Référence de publication: 2012014905/10.

(120017430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Presco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 124.417.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 13 janvier 2012.

Pour la société

Anja HOLTZ

Le notaire

Référence de publication: 2012014907/13.

(120017456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

**Sandsak MTP2004, Sandsak Muaythaipalaza2004 Boxing Club, Association sans but lucratif,
(anc. Sandsak Muay Thai).**

Siège social: L-2561 Luxembourg, 17, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg F 8.839.

L'an deux mille douze, le vingt-sept janvier.

Se sont réunis les membres actuellement en fonction du conseil d'administration de l'association sans but lucratif «Sandsak Muay Thai», établie et ayant actuellement son siège social au 17, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, constituée suivant acte sous seing privé en date du 27 mai 2011, publié au Mémorial C numéro 2503 du 17 octobre 2011, à savoir:

1.- Monsieur Silvo Sustar, né le 15 août 1962 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), résidant à 22, rue des Marguerites, L-2127 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

2. Monsieur Eric Kadouche, né le 6 octobre 1977 à Metz (France), résidant à 17, rue de Strasbourg, L-2561 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

3.- Mademoiselle Kit Sum dite Kitty Wong, née le 25 février 1978 à Hong Kong, résidant à 49, avenue de la Gare, L-4873 Lamadelaine, Grand-Duché de Luxembourg

La réunion est ouverte, conformément aux dispositions des statuts.

Le Président du conseil d'administration expose et les membres présents constatent:

A) Que la présente réunion a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Changement de la dénomination sociale en «Sandsak Muaythaiplaza2004 Boxing Club» en abrégé «Sandsak MTP2004» et modification de l'article 1^{er} des statuts.

2. Changement de l'objet social et modification de l'article 3 des statuts.

C) Que la présente réunion, rassemblant la totalité des administrateurs en fonction, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite les membres présents abordent l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, adoptent à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

La dénomination sociale de l'association a été modifiée en «Sandsak Muaythaiplaza2004 Boxing Club» en abrégé «Sandsak MTP2004».

L'article 1^{er} des statuts sera conçu comme suit:

« **Art. 1^{er}** . L'Association est dénommée «Sandsak Muaythaiplaza2004 Boxing Club» en abrégé «Sandsak MTP2004».

Deuxième résolution

L'objet social de l'association est à modifier.

L'article 3 des statuts sera conçu comme suit:

« **Art. 3.** L'Association a pour objet social toute activité quelconque se rapportant directement ou indirectement à la pratique du Muay Thai (boxe thaïlandaise), boxe anglaise, Kick Boxing ainsi que le K1.

Elle peut s'affilier à toutes organisations nationales ou internationales ayant un but identique au sien ou plus généralement ayant pour but la pratique et/ou la promotion du sport.

Elle s'efforce de créer et d'entretenir des relations amicales et sportives entre ses membres, de maintenir et de promouvoir le «fair-play» dans la pratique sportive, d'assurer la défense des intérêts sportifs de ses adhérents et de représenter ces intérêts auprès des autorités.

Elle peut louer ou acquérir tous biens meubles ou immeubles en vue de remplir son objet social.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Les comparants prémentionnés ont signé le présent procès-verbal.

Signatures.

Référence de publication: 2012014967/50.

(120017402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Stratus Invest S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 151.645.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2012.

Référence de publication: 2012014986/10.

(120017438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

PB Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 106.404.

Les statuts coordonnés au 29/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 29/01/2012.

Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2012014912/12.

(120017396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Stuff an der Millen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9366 Ermsdorf, 25, route de Reisdorf.

R.C.S. Luxembourg B 121.429.

L'an deux mille douze,

le vingt janvier.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Antonio DA COSTA SIMOES POCO, cabaretier, demeurant à L-9366 Ermsdorf, 25, route de Reisdorf.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentant ce qui suit:

Qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée STUFF AN DER MILLEN S.à r.l., avec siège social à L-9366 Ermsdorf, 25, route de Reisdorf, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 121.429 (NIN 2006 2443 538).

Que ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Fernand UNSEN, alors de résidence à Diekirch, en date du 14 novembre 2006, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2423 du 28 décembre 2006.

Que le capital social de la société s'élève à douze mille quatre cents Euros (€ 12.400,-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre Euros (€ 124,-) chacune.

Que suite à un contrat de mariage, contenant liquidation de la communauté, reçu par le notaire instrumentant en date du 20 janvier 2012, toutes les cent (100) parts sociales ont été attribuées à Monsieur Antonio DA COSTA SIMOES POCO.

Ensuite le comparant a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 6 des statuts afin de lui donner la teneur suivant:

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400,-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124,-) chacune, toutes attribuées à Monsieur Antonio DA COSTA SIMOES POCO, cabaretier, demeurant à L-9366 Ermsdorf, 25, route de Reisdorf.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de nommer Monsieur Antonio DA COSTA SIMOES POCO en tant que gérant unique de la société, avec pouvoir d'engager la société en toutes circonstances par la signature individuelle.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant d'après ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. DA COSTA SIMOES POCO, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 24 janvier 2012. Relation: ECH/2012/131. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 30 janvier 2012.

Référence de publication: 2012015024/41.

(120017412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

E.C.T., E.C.T. s.à r.l. (Entreprise de Constructions Tubulaires), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8540 Ospern, 6, rue de Rédange.

R.C.S. Luxembourg B 91.620.

L'an deux mille douze, le dix-huit janvier.

Pardevant Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch.

A COMPARU:

Monsieur Marc HERKES, indépendant, né à Luxembourg, le 11 septembre 1962, demeurant à L-7417 Brouch, 14, rue du Moulin,

lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

I. Que suivant convention de cession de parts datée du 22 décembre 2010, Monsieur Patrick ATTEN, employé privé, né à Luxembourg le 10 mai 1962, demeurant à L-1328 Luxembourg, 46, rue Charlemagne, propriétaire de QUATRE CENTS (400) parts sociales d'une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50,00.-€) chacune de la société «E.C.T., S.à.r.l., ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS TUBULAIRES», société à responsabilité limitée, constituée suivant acte de Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 septembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 5 novembre 1993, numéro 529, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire instrumentant en date du 11 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, le 21 novembre 2007, numéro 2663, a cédé et transporté avec toutes les garanties de fait et de droit, avec effet à la date de la prédite convention, QUATRE CENTS (400) parts sociales à Monsieur Marc HERKES, prénommé.

Que suivant l'article 7 des statuts de la prédite société, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Que la prédite convention de cessions de parts, après avoir été signée «Ne Varietur» par les comparants, et le notaire instrumentaire restera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

II. Que suite à la prédite cession de parts, Monsieur Marc HERKES est le seul et unique associé de la société «E.C.T., S.à.r.l., ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS TUBULAIRES», préqualifiée.

Que l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Suite à la prédite cession de parts, l'associé actuel décide de modifier l'article 6 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à CINQUANTE MILLE EUROS (50.000,00.-€), représenté par MILLE (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de CINQUANTE EUROS (50,00.-€) chacune.».

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'accepter la démission de Monsieur Patrick ATTEN de son mandat de gérant administratif et lui donne pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour. La société continuera à être engagée par la seule signature du gérant Marc HERKES.

Intervention

Le gérant actuel, Monsieur Marc HERKES déclare accepter expressément la prédite cession de parts au nom et pour compte de la société et dispense le cédant de la faire notifier à la société, le tout conformément à l'article 1690 du Code Civil.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. HERKES, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 20 janvier 2012 MER / 2012 / 161. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 25 janvier 2012.

Référence de publication: 2012012791/48.

(120015295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 janvier 2012.

Financiere Danube Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.349.

Les statuts coordonnés au 28/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 29/01/2012.

Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2012014639/12.

(120017386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

SWB-Energie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8293 Keispelt, 13, rue de Mersch.
R.C.S. Luxembourg B 157.338.

Im Jahre zwei tausend zwölf.

Den neunzehnten Januar.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCIENEN:

Herr Bruno MOOS, Landwirtschaftstechniker, wohnhaft in D-54634 Bitburg, Schleifstein 6.

Welcher Komparent erklärte dass er der alleinige Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung SWB-Energie S.à r.l. ist, mit Sitz in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 157.338 (NIN 20102443 773).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 6. Dezember 2010, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 222 vom 3. Februar 2011.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500,-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je hundert fünfundzwanzig Euro (€ 125,-), alle zugeteilt Herr Bruno MOOS, Landwirtschaftstechniker, wohnhaft in D-54634 Bitburg, Schleifstein 6.

Alsdann ersuchte der Komparent den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt den Sitz der Gesellschaft von Luxembourg nach Keispelt zu verlegen und demgemäß den ersten Satz von Artikel 3 der Statuten wie folgt abzuändern:

„ **Art. 3. (erster Satz).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Kehlen.“

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter legt die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-8293 Keispelt, 13, rue de Mersch.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. MOOS, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 24 janvier 2012. Relation: ECH/2012/125. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 30. Januar 2012.

Référence de publication: 2012015027/36.

(120017426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 janvier 2012.

Lari Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 147.589.

Lors du Conseil d'administration tenu le 16 janvier 2012 au siège social de la société, il a été décidé:

- après lecture de la lettre de démission de Monsieur Salvatore DESIDERIO de sa fonction d'administrateur de catégorie "B" d'accepter cette démission.

- de coopter comme nouvel administrateur de catégorie "B" avec effet immédiat, Monsieur Cédric FINAZZI, résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, son mandat ayant comme échéance celle de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LARI INVEST S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2012015487/17.

(120018573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2012.